

Vie de la recherche

Agricultures, alimentations et mondialisation : paradoxes et controverses

Bruno Dorin¹, Michel Petit², Jean-Luc François³

¹ Économiste, Cirad, UMR Cired, 34398 Montpellier, France

² Économiste, IAMM, 34093 Montpellier, France

³ Vétérinaire, Agence française de développement, 75598 Paris, France

Mots-clés :

agriculture ;
alimentation ;
mondialisation ;
globalisation ;
controverses

Résumé – L’industrialisation et l’urbanisation entraînent un mouvement paradoxal qui rapproche, concentre et uniformise, d’une part, éloigne, désunit et différencie, d’autre part. Ces évolutions contradictoires alimentent deux conceptions de l’avenir des agricultures et alimentations du monde, deux visions contrastées d’où naissent les principales controverses actuelles ainsi qu’un impérieux besoin de les dépasser.

Keywords:

agriculture; food;
internationalization;
globalization;
controversies

Abstract – Agriculture, food and globalization: paradoxes and controversies. Industrialization and urbanization drive a paradoxical movement that brings together, concentrates and unifies on the one hand, and isolates, separates and differentiates on the other. These contradictory trends feed two visions of the future of agriculture and food in the world, two contrasting visions which give rise to the main current controversies and the urgency to overcome them.

Uniformisation et différenciation

Toute réflexion sur l’avenir des agricultures et alimentations du monde implique un questionnement sur leur place dans les multiples processus de mondialisation à l’œuvre. Le colloque de Cerisy¹ entendait saisir, d’une part, les forces qui traversent le monde et affectent les paysanneries, d’autre part, la diversité des mouvements

et des transformations, et cela dans une double perspective : celle d’un « monde global » connaissant une intensification des liens et des flux moteurs de transformations ; celle de « mondes distincts » connaissant chacun des destinées spécifiques.

Il s’agissait finalement de caractériser un paradoxe : la mondialisation comme moteur à la fois d’« uniformisation » et de « différenciation » (des produits, modes de vie, technologies, territoires...), cette dernière allant jusqu’à la marginalisation économique et sociale. Mais ce paradoxe en est-il vraiment un ? Uniformisation et différenciation ne sont-elles pas les deux termes d’un même mouvement dialectique ?

Cette question renvoie inmanquablement à une problématique d’ampleur dont on peut cerner les contours en rapportant, par exemple, des propos de J.M. Siroën² qui souligne l’importance de distinguer deux logiques

Auteur correspondant : B. Dorin, bruno.dorin@cirad.fr

¹ Colloque « Agricultures et alimentations dans un monde globalisé », organisé à Cerisy-la-Salle en septembre 2011. Vous trouverez dans ce texte entre parenthèses des références à des interventions qui ont eu lieu pendant le colloque. Les enregistrements audio et/ou les diaporamas de ces interventions sont consultables sur les sites internet du Cirad (cerisy2011.cirad.fr) et d’Agropolis International (cerisy2011.agropolis.fr). Voir aussi, à propos de ce colloque, dans ce même numéro, l’introduction (Caron *et al.*) et les trois autres textes de synthèse (Lacombe et Napoléone, Bricas *et al.*, Hubert *et al.*).

² Siroën, J.-M., 2004. L’international n’est pas le global. Pour un usage raisonné du concept de globalisation, *Revue d’économie politique*, 6, 114, 681-698.

(deux conceptions) de la « mondialisation » (terme dominant en France) : la « globalisation » (terme largement utilisé dans le monde anglo-saxon) et l'« internationalisation ». Avec l'internationalisation, les États-nations demeurent dotés de prérogatives irréductibles, y compris au sein d'organisations « internationales » qui coordonnent leurs actions. Dans cette conception, la mondialisation s'élargit et se complexifie mais n'est pas nouvelle (elle pourrait même être cyclique). Elle crée des besoins de régulation que seuls les États-nations peuvent offrir même s'ils s'affaiblissent. Au contraire, pour d'autres, la globalisation marquerait l'accélération d'un processus de « "fin de l'histoire" caractérisée par l'effacement des frontières, le déclin des États-nations et la généralisation du marché » comme grand arbitre-organisateur des destinées.

Poursuite ou fin de l'histoire ? Annonce d'un nouveau monde ? Nous nous limitons ici à utiliser des matériaux présentés à Cerisy pour expliciter l'hypothèse d'un mouvement synchronique entre « rapprochement, concentration, uniformisation » et « éloignement, dispersion, différenciation ». Cet exercice présente l'intérêt de mieux caractériser deux mouvements contradictoires sur lesquels se construisent deux conceptions de l'avenir des agricultures et des alimentations du monde, deux visions contrastées d'où naissent les principales controverses actuelles ainsi qu'un impérieux besoin de les dépasser pour avancer.

Rapprochement, concentration, uniformisation

Un mouvement de concentration-uniformisation s'est considérablement renforcé depuis le début de l'industrialisation qui se caractérise par le passage de sociétés à dominante agraire et artisanale à des sociétés commerciales et industrielles. Les énergies fossiles (charbon puis pétrole) y jouent un rôle central puisqu'elles permettent l'explosion des transports de marchandises et de personnes. Les distances se réduisent entre continents, entre saisons (dessaisonnalisation), entre villes et campagnes du monde aussi. Aujourd'hui, quelques grandes sociétés de négoce et transport comme Bunge (Carl Haussman, Bunge, États-Unis³) permettent aux *Chacareros* (500–1000 ha) et *Propriedades* (1000–5000 ha) de la pampa argentine de développer la production de soja pour l'exporter massivement en Europe ou en Chine (Pierre Gasselin, Inra). Depuis 2008, cette dernière importe plus de la moitié des quantités qu'elle

consomme, en premier lieu pour alimenter ses élevages de porcs et satisfaire la demande croissante en viande de sa population, population qui se concentre sans cesse en ville, là où les perspectives de revenus sont plus élevées (Jo Cadilhon, ministère de l'Agriculture). Les villes se détachent ainsi de leurs campagnes proches pour se rapprocher d'autres, comme c'est également le cas – autre exemple – au Maroc où l'urbanisation est aussi galopante que les importations de céréales et d'oléagineux, ce qui n'est pas sans conséquence sur la « paix sociale » lorsque les prix internationaux flambent comme en 2008 (Guillaume Benoît, ministère de l'Agriculture).

Le faible coût des transports et la concentration des lieux de consommation (villes et supermarchés) encouragent la spécialisation et la concentration des productions agricoles. Concentration spatiale d'abord, au sein des pays comme à l'échelle mondiale, avec la formation de grands bassins de production qui approvisionnent de grands marchés régionaux en blé, riz, maïs, soja, huile, sucre ou autres produits stratégiques. Ces bassins peuvent être appelés à quelque mobilité quand leur compétitivité s'érode comme pour les coopératives laitières de Nouvelle Zélande (Mark Paine, DairyNZ, Nouvelle-Zélande).

Concentration par l'intégration horizontale et verticale ensuite, avec la formation de puissantes agro-industries et agro-holdings comme celle de Mironovsky en Ukraine qui intègre la production de grains, fourrages, volailles et porcs (Jean-Jacques Hervé, Crédit agricole, Ukraine). Ces agro-industries sont de plus en plus financiarisées comme en Afrique du Sud (Estelle Bienabe, Cirad) et peuvent fortement développer localement le salariat agricole. De son côté, l'industrie alimentaire travaille des matières premières qu'elle fractionne puis réassemble pour déplacer la variété de l'offre (et la formation des valeurs ajoutées) de l'amont à l'aval des filières (Louis-Georges Soler, Inra). Elle multiplie aussi ses marques, comme Unilever qui approvisionne désormais chaque jour plus de 150 millions de personnes dans plus de 50 pays (Jean-Paul Charvet, Université Paris Ouest Nanterre la Défense).

En conjonction ou non se développe la motorisation du travail agricole qui remplace toujours plus les hommes et les animaux dans la préparation et la fertilisation du sol, le semis, la lutte contre les adventices ou maladies, la récolte. En amont de cette agriculture motorisée qui induit le dépeuplement des campagnes ou permet de coloniser des espaces faiblement peuplés, on trouve des fournisseurs de matériels et d'intrants (semences, fertilisants, pesticides) encore plus concentrés en multinationales. Ces dernières proposent des innovations techniques contribuant à l'artificialisation des milieux, l'automatisation des tâches et, finalement, une agriculture sans paysan.

³ Ici et ensuite, les références entre parenthèses indiquent le nom d'une personne (et son institution) ayant effectué à Cerisy une présentation qui pouvait associer d'autres noms (et d'autres institutions) et dont nous rapportons ici quelques extraits ne synthétisant en aucun cas l'exposé.

Cette motorisation et cette « chimisation » de l'agriculture se sont accélérées depuis les années 1960, avec les politiques de « modernisation » ou de « révolution verte ». En fournissant au monde des calories et protéines bon marché, cette agriculture a permis de contrer les thèses malthusiennes et de nourrir une population qui a plus que doublé. Cela n'empêche pas de voir les surfaces par actif agricole diminuer, en Asie comme en Afrique. Quand les densités humaines deviennent très importantes en campagne comme en ville (Asie), on est alors tenté de louer ailleurs plusieurs milliers d'hectares, non sans tensions comme en Éthiopie (Michel Foucher, Institut des hautes études de défense nationale) ou à Madagascar (Perrine Burnod, Cirad).

Éloignement, fragmentation, différenciation

Au mouvement d'industrialisation qui rapproche, concentre et uniformise, semble répondre un mouvement qui éloigne, désunit, différencie. En témoigne à Cerisy l'emploi répété des mots « dualisme », « polarisation » et « fragmentation » qui opposent généralement les firmes de l'« agro-business » à une myriade de micro-exploitations et de petits paysans sans terre et sans marché.

Aucun continent n'est épargné par ce dualisme entre « grands » et « petits » qui s'accentuerait, des États-Unis (Jean-Christophe Debar, Agri US Analyse) au Vietnam (Denis Sautier, Cirad), en passant par l'Europe centrale (Marie-Claude Maurel, EHESS), l'Afrique du Sud (E. Bienabe), le Brésil (Sergio Pereira Leite, Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro) ou l'Argentine (P. Gasselin). Le temps n'est plus guère aux grandes réformes agraires pour corriger ces inégalités même si certaines sont encore tentées au Zimbabwe (Waard Anseeuw, Cirad), en Afrique du Sud ou en Bolivie. Ces inégalités sont plus ou moins bien supportées, parfois en les officialisant comme au Brésil avec la juxtaposition de deux ministères (Agriculture et Développement agricole).

Cette polarisation-distanciation des structures de production va de pair avec une dissolution de liens familiaux et sociaux. Les observateurs ne se limitent plus à rappeler la « désagrarisation » et la « fin des communautés rurales », comme maintenant en Asie (D. Sautier) ou en Afrique du Nord (Omar Bessaoud, CIHEAM-IAMM). Ils s'interrogent, en France tout spécialement, sur cette « agriculture familiale » qui l'est de moins en moins puisque terre, travail et capital s'avèrent de plus en plus détachés de la famille. Les formes de recompositions sont bien difficiles à caractériser, ce qui motive des projets de recherche, comme « Agrifirme » (Geneviève Nguyen-Thole, École nationale supérieure agronomique de Toulouse) ou « BipPop » (Catherine Darrot, Agrocampus

Ouest), et le développement d'« exploitations flexibles » (Philippe Boulet, CERFRANCE).

Ces évolutions bousculent et recomposent. Dans la constellation d'institutions qui les accompagnent et les orientent, elles peuvent toujours plus hybrider – au sein d'un même écosystème – savoir-faire « indigènes » et « immigrés » comme on l'observe en Louisiane, tant dans la production que dans la cuisine des aliments (Harriet Friedmann, Université de Toronto, Canada). Elles peuvent aussi conduire à une véritable implosion du tissu social, comme dans certaines campagnes d'Amérique centrale où les signes de réussite de quelques-uns sont noyés dans un océan de chômage, de drogue, de violence et d'insécurité alimentaire, un environnement où il est bien difficile d'innover ou d'entreprendre quand on ne ressent pas d'avenir devant soi (Henri Hocdé, Cirad). Pour juguler de telles évolutions, les « filets de sécurité sociale » se développent ou sont renforcés, comme au Brésil avec le programme « Faim zéro » qui distribue désormais 46 millions de repas gratuits par jour, en essayant parallèlement de s'approvisionner auprès des petits agriculteurs familiaux pour soutenir leurs revenus (Renato Maluf, Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro ; S. Pereira Leite). Aux États-Unis, le programme d'aide alimentaire approvisionne 15 % de la population, des pauvres par ailleurs de plus en plus affectés par l'obésité (J.-C. Debar).

Les programmes environnementaux se développent aussi pour atténuer « les nuisances de l'agriculture moderne » et « la surexploitation de la nature » de plus en plus dénoncées (Hans Herren, Millennium Institute, Washington D.C.). L'éloignement à la nature, au vivant, aux territoires, aux hommes qui y vivent et à leurs savoir-faire génère suffisamment de tensions ou de frustrations pour encourager un fort développement de l'agriculture biologique partout dans le monde, mais aussi des aides « découplées » de la production comme en Europe (Hervé Guyomard, Inra), de la pluriactivité (gîtes, micro-jardins, artisanat), des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) comme en France (Claire Lamine, Inra ; Hélène Tallon, Ariac), des appellations d'origine protégée (AOP) et des indications géographiques protégées (IGP) comme au Vietnam (Frédéric Thomas, IRD).

On promeut une « agriculture écologiquement intensive », voire un changement d'ethos dans nos sociétés (Michel Griffon, ANR & Cirad). On nous rappelle aussi qu'il n'existe pas de solution à la fois équitable et efficace économiquement, mais qu'il existe par contre des compromis qui nécessitent certains débats et arbitrages collectifs (Claude Napoléone, Inra). Dans l'art de gérer les déséquilibres, les sociétés d'Asie seraient mieux prédisposées. Tant mieux car elles doivent relever avant d'autres de colossaux défis économiques, sociaux et environnementaux. Leurs expérimentations, tant techniques

qu'institutionnelles, méritent pour cela un détour, comme en Inde où les villes sont déjà bondées et la surface moyenne par travailleur agricole inférieure à l'hectare (Bruno Dorin, Cirad).

Deux conceptions de l'avenir en controverse

Comme nous avons cherché à le montrer, les agricultures et alimentations du monde forment un continuum de situations qui semblent immergées dans un seul mouvement, celui de l'uniformisation appelant la différenciation. Aux deux pôles de cette synchronie semblent aussi correspondre deux pôles de raisonnement, deux visions contrastées et souvent opposées de l'agriculture, de l'alimentation et de leur avenir. À la dynamique d'uniformisation peut en effet être associée une vision « libérale et productiviste » encourageant les économies d'échelle, l'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation, la substitution du travail par le capital, la libéralisation des échanges internationaux, les concentrations géographiques et capitalistiques qui stimulent la consommation de masse et la croissance des économies. Cette vision en appelle une autre très contrastée, « familiale et écologique », puisqu'elle associe souvent ceux qui défendent la petite agriculture familiale, critiquent l'agro-business et la grande distribution, appellent des pratiques agricoles beaucoup plus écologiques, des circuits courts entre production et consommation, une relative frugalité de consommation, aussi.

Ces deux visions s'affirment et s'affrontent désormais ouvertement et cela jusque dans le monde de la science, comme en 2008, lors de l'évaluation internationale des connaissances, des sciences et des techniques agricoles pour le développement (IAASTD) : Monsanto et Syngenta s'en retirent après avoir dénoncé un biais idéologique contre l'agriculture moderne, les multinationales, les

pesticides et les biotechnologies. L'affaire déstabilise au point d'être rapportée dans la prestigieuse revue *Nature*⁴. Pour défendre leurs positions, les uns mobilisent plutôt des résultats de sciences biologiques et économiques, les autres de sciences sociales et environnementales. Une fracture s'élargit ainsi dans les débats politiques nationaux et internationaux, tétanisant réflexions et actions qui sont pourtant plus que jamais nécessaires à la santé présente et future de l'humanité et des écosystèmes.

Comment penser et gérer ces controverses et l'état du monde qui les produit ? Cette question interpelle particulièrement la recherche agronomique française, comme l'organisation du colloque de Cerisy par le Cirad et l'Inra en témoigne. L'étendue et la complexité de la question déconcertent aussi ces deux institutions. Y répondre appelle bien sûr à multiplier les travaux dans des champs où des connaissances manquent cruellement, comme ceux de la financiarisation ou de l'intensification écologique. Cela appelle aussi – et plus fondamentalement – « des sciences autrement » comme nous y invite François Grison⁵ et bien d'autres philosophes avant lui (Michel Serres, François Jullien, Edgar Morin...), qui militent pour une compréhension plus coopérative, plus large et plus humaine des divers savoirs. Les agricultures et alimentations du monde en ont besoin, et les défis tant scientifiques que politiques qu'elles posent ont déjà motivé diverses initiatives, comme la prospective Agrimonde⁶, la réflexion stratégique Dualine⁷, la vaste enquête RuralStruc⁸, l'observatoire des agricultures du monde (OAM, en anglais : World Agriculture Watch, WAW⁹) ou la plateforme globale de perspectives (Global Foresight Hub)¹⁰.

Remerciements

Les auteurs remercient Bernard Wolfer (Inra), Stéphanie Barral (EHESS) et Corinne Cohen (Cirad) pour leurs commentaires durant l'écriture de ce texte.

⁴ Cf. l'éditorial dans *Nature* (2008, 451, 223-224) : *Deserting the hungry?*

⁵ Grison, F., 2011. *Des sciences autrement*, Versailles, Quæ.

⁶ Paillard, S., Treyer, S., Dorin, B. (Eds), 2010. *Agrimonde : scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050*, Versailles, Quæ.

⁷ Esnouf, C., Russel, M., Bricas, N. (Eds), 2011. *Pour une alimentation durable*, Versailles, Quæ.

⁸ Losch, B., Fréguin-Gresh, S., White, E.T., 2012. *Structural Transformation and Rural Change Revisited*, Washington D.C., World Bank.

⁹ <http://www.ifad.org/farmer/2012/side/waw.htm>.

¹⁰ <http://www.egfar.org/our-work/shaping-future-together/global-foresight-hub>.